

COMPRENDRE, AGIR, S'ADAPTER : UN PLAN D' ACTIONS CONCERTÉES POUR AUGMENTER LA RÉSILIENCE DES POPULATIONS DU NAHOURI FACE AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES

RAPPORT DE FINANCEMENT 2019



PRÉPARÉ POUR LA FONDATION LOUISE GRENIER
PORTRAIT AU 31 DÉCEMBRE 2019

PRÉSENTÉ PAR LE

COMITÉ DE SOLIDARITÉ/TROIS-RIVIÈRES

942, rue Sainte-Geneviève

Trois-Rivières (Québec)

G9A 3X6

<http://www.cs3r.org/>

POUR INFORMATION

Madelaine Rouleau

Chargée de projet en coopération climatique internationale

819-690-9645

pcci@cs3r.org

Avis au lecteur

Le présent document reflète l'état des travaux en date du 31 décembre 2019 et vise la reddition de compte concernant le financement de 20 000\$ obtenu de la part de la Fondation Louise Grenier en 2019.

Table des matières

Brève description du projet	1
Contexte de la réalisation du projet et impacts sur son déroulement	1
Gouvernance et politique	2
Économique	3
Socioculturel	3
Environnemental	4
Sécurité	4
Activités réalisées et résultats	5
3.1. Reboisement	5
3.2. Jardins communautaires polyvalents	6
3.3. Formation de groupes de femmes en entrepreneuriat vert	7
3.4. Témoignages	8
Conclusion	9

1. Brève description du projet

Le Comité de solidarité de Trois-Rivières et l'Association Ga Mo Wigna ont développé un partenariat et travaillent ensemble depuis 4 ans à la résilience des populations burkinabé face aux changements climatiques. Le projet actuel s'inscrit dans le Programme de coopération climatique internationale, financé par le Fonds vert du Ministère de l'environnement et de la lutte aux changements climatiques. Il s'échelonne sur 3 années, de 2017 à 2020.

On vise aider la population de 15 villages des départements de Pô, Guiaro, Tiébélé et Ziou de la province du Nahouri à améliorer sa résilience. Le projet se déploie sur trois volets:

- 1) la concertation d'acteurs locaux en matière de CC;
- 2) la promotion de comportements socioéconomiques de faible impact environnemental auprès des populations locales;
- 3) le soutien à des initiatives directes de restauration des sols et de reboisement dans la zone tampon du PNKT.

C'est par son approche hautement participative que GMW assiste la population dans son processus d'élaboration de solutions pertinentes et adaptées à la réalité locale. Parmi les activités qui sont prévues dans le projet, notons : le soutien dans la mise en marché des semences améliorées et des produits transformés par les groupements de femmes (savon, soumbala, karité, etc.), la formation et les projets de pratiques culturelles résilientes (compost en andains, culture d'espèces résilientes et productives pour les jardins polyvalents communautaires, aménagements des bas-fonds, ouvrages anti-érosifs, etc.), la sensibilisation aux émissions de GES, aux effets des feux de brousse, à l'importance d'une approche planifiée face aux effets des CC et la tenue de tables de concertation régionale.

2. Contexte de la réalisation du projet et impacts sur son déroulement

Les changements climatiques (CC) sévissent sévèrement dans la région sud-sahélienne. Parmi les principaux impacts, on note la diminution du couvert forestier au profit d'une végétation arbustive, la dégradation des couloirs écologiques et des écosystèmes, l'infertilité des champs due à des périodes de sécheresses prolongées et une saison des pluies intensifiée, l'augmentation de la fréquence des inondations majeures, l'augmentation de l'érosion, du ravinement des berges et de l'ensablement des cours d'eau, l'augmentation de la fréquence des tempêtes de sable et de poussière. Le manque de connaissances sur les CC et sur les impacts des activités anthropiques mène à des comportements néfastes pour l'environnement, accentuant ceux des CC. À ce titre, la préservation du Parc national Kaboré-Tambi (PNKT) est un enjeu d'importance puisqu'il constitue un régulateur climatique de toute la région. Les feux de brousse, les récoltes de bois à des fins énergétiques et l'empiètement des populations sur la zone constituent toutes des menaces à l'intégrité de cet atout écosystémique, accentuant notamment la dégradation des sols et la désertification. Ces impacts sont d'autant plus importants que 60% de la population burkinabé vit d'agriculture et est directement dépendante de la qualité des écosystèmes naturels et agricoles. Le projet *Comprendre, agir, s'adapter : un plan d'actions concertées pour augmenter la résilience des populations du Nahouri face aux changements climatiques* se déroule donc auprès des populations du sud du Nahouri depuis 2017 et se terminera en 2020.

Il y a plusieurs éléments du contexte qui influencent la mise en œuvre du projet. Parmi les plus importants, on note les facteurs de gouvernance et de politique, les facteurs économiques, les facteurs socioculturels, environnementaux et de sécurité.

2.1 Gouvernance et politique

L'influence des décideurs politiques, des chefs coutumiers et religieux est indéniable dans le déroulement du projet. Dans certains cas, elle amène un dégagement de ressources financières, techniques, humaines ou autres à la lutte aux CC, dans d'autres elle mène à une perception partagée et à un pouvoir d'influence notable sur les comportements. Depuis longtemps, GMW travaille à établir des liens importants avec les acteurs de la sphère politique et les a impliqués dans les projets menés.

Ainsi, les 38 chefs coutumiers des 4 départements se font former grâce à des modules, à des ateliers et à des visites de terrain. Les médias sont mis à contribution (radio goulou) pour diffuser les conclusions de ces formations et sensibiliser la population durant le projet. De nombreuses représentations et discussions avec les maires, les préfets, les services techniques ministériels et les hauts fonctionnaires ont également lieu tout au long du projet et donnent suite à un travail de proximité que GMW a établi depuis de nombreuses années avec les acteurs politiques. Dans cet esprit, deux des trois tables de concertation prévues au calendrier du projet se sont tenues et ont permis de garder les autorités et ses représentants au jeu : Secrétaire générale représentant le Haut-Commissaire de la Province du Nahouri, Directrice régionale de l'environnement et de l'économie verte et des CC de la région centre sud et les représentants du point focal des CC du Ministère de l'environnement ont été présents et actifs à ces tables et ont offert leur soutien durant le projet.

Sur le plan de la gouvernance, le projet est mené de manière cohérente avec les structures en place : il participe à l'atteinte des objectifs d'atténuation et d'adaptation de l'*intended nationally determined contribution* (INDC) du Burkina Faso (BF), s'inscrit à l'intérieur de la *Politique nationale de développement durable* (PNDD) et de la *Stratégie de croissance accélérée et de développement durable* (SCADD) qui sont juxtaposés à la *Prospective Burkina 2025* et au *Programme d'action nationale d'adaptation aux CC* (PANA) et du *Plan national d'adaptation* (PNA) dont les cibles proviennent des résultats d'analyse de la vulnérabilité aux CC des secteurs prioritaires identifiés (agriculture, élevage, eau, forêts, écosystèmes naturels, énergie, habitat, santé, etc.) et des scénarios des CC aux horizons 2025-2050.

Le projet résulte d'un travail qui va dans le même sens que les cadres institutionnels, qui s'inscrit concrètement dans les réalités locales et qui a fait l'objet de projets pilotes permettant rapidement les constats et démonstrations souhaités. Il permet à GMW d'influencer positivement certaines mairies ou services techniques à poser des actions supplémentaires.

Finalement, il importe de rappeler que le projet, dans son entièreté, respectera les principes d'une solidarité internationale éthique et que le Comité de Solidarité de Trois-Rivières (CS3R) travaille de manière non-colonisatrice et d'égal à égal avec ses partenaires. Le projet a été mené par GMW, pour les Burkinabé et soutenu par l'expérience et les expertises dont le CS3R pouvait faire bénéficier le projet. La gouvernance du projet repose sur une approche participative et mobilisatrice des parties prenantes dont les bénéficiaires et a fait l'objet de validation continue et organisée. Finalement, le projet s'inscrit dans une volonté d'*empowerment* des femmes, valorisant l'égalité des genres ce qui correspond aux valeurs promues par le CS3R, le bailleur de fonds, le gouvernement burkinabé et GMW.

2.2 Économique

C'est autour de 60% de la population burkinabé qui tire ses revenus de l'agriculture de subsistance. Dépendant des auteurs qui se penchent sur la variabilité des rendements agricoles dans le contexte des CC, on peut lire que ces dernières pourraient se situer entre -50% et +80% (Roudier *et al.*, 2011) selon les cultures tenues en compte et les facteurs humains actuels et potentiels estimés ou non. On comprend donc que la situation agricole fait clairement appel à la résilience de la population burkinabé.

En ciblant, notamment les paysans dans les activités, le projet touche et mobilise une partie significative de la population sur les questions entourant les CC et les méthodes d'adaptation. Il importe aussi de rappeler que le continent africain s'est économiquement développé et est actuellement soumis à une forte dépendance aux ressources naturelles. La surexploitation des ressources naturelles est directement en lien avec le niveau de pauvreté des populations et avec le peu d'opportunités disponibles. La surexploitation des ressources naturelles participe à la fragilisation des écosystèmes et donc à la vulnérabilité des populations vu l'insécurité climatique qui prévaut actuellement (Baïou, *s.d.*, p. 39). Faisant partie des 48 pays du monde les moins avancés (PMA) sur le plan économique, on saisit toute l'importance de créer des occasions d'affaires, de développement d'activités économiques autonomes et enchâssées dans les réalités sociales et culturelles du pays. C'est par la solidification des écosystèmes économiques locaux et leur transformation ou création dans une philosophie de résilience face aux CC que la population pourra en tirer les avantages de manière pérenne.

Les activités économiques soutenues par le projet s'inscrivent donc dans cette perspective d'offrir une résilience, d'être inscrites dans le respect des habitudes et traits culturels des localités, d'améliorer le niveau de vie et de favoriser les échanges locaux, d'inclure une diversité d'activités et de gens, et de viser une répartition et égalité de la richesse, notamment entre les genres.

2.3 Socioculturel

En général, on s'attend à ce que les impacts des CC soient "graves" dans l'Afrique de l'Ouest, mais pour quelques pays dont le BF, on s'attend à ce qu'ils soient "plus graves" (Baïou, *s.d.*, p.6). Les Burkinabé ont déjà plusieurs initiatives agricoles et sociales positives démontrant leur potentiel de résilience et d'adaptation. Il est donc stratégique de viser le renforcement de ces dispositions, considérant les variabilités entrevues par les climatologues et agronomes. Le BF est particulièrement touché, à la fois par des sécheresses et des inondations et ces aléas climatiques sont souvent générateurs de situation de famine ou d'épidémie. Au cours de la dernière décennie, les Burkinabé ont vécu plusieurs épisodes dramatiques exacerbant leur vulnérabilité. C'est pourquoi ils ont choisi de travailler à augmenter leur résilience face aux CC.

Le projet rend possible l'ancrage des ateliers ou formations sur les CC dans l'expérience des gens et de valoriser la voie de la résilience choisie par la population. Des tensions sont également observables, dû aux CC : la disponibilité en eau potable est variable et a une incidence directe sur les divers usagers, tant sur leur santé et la biodiversité que sur les potentiels de conflits d'usage. De la même manière, le déplacement des populations, soit écoréfugiés, pasteurs ou exodes ruraux désorganisés à la suite de catastrophe naturelle, menace la productivité agricole et la sécurité alimentaire. Lors d'une mission en 2018 et par les rapports du partenaire local, on a observé sur le terrain certaines tensions, mais surtout une grande volonté de travailler à harmoniser les usages et l'occupation du territoire en fonction des potentiels et des risques. Finalement, la structure communautaire de GMW et du projet favorise l'établissement d'un lien de confiance entre notre partenaire et les populations. Le positionnement de l'organisme facilite le travail de conciliation et de concertation et sa manière de travailler est exemplaire sur le plan de l'inclusion. En effet, tous les acteurs de la région

touchée par le projet, du haut-fonctionnaire au paysan, sont inclus et considérés dans l'ensemble du projet et assistent aux tables de concertation, en français et en langue locale. Le projet bénéficie d'une grande implication de l'ensemble des parties prenantes et d'une cohésion régionale forte. Il est en voie de dépasser les objectifs fixés sur un bon nombre de plans.

2.4 Environnemental

On ne dispose pas de suffisamment de données scientifiques à l'heure actuelle pour faire des pronostics quant aux conséquences précises qu'auront les CC sur de manière locale en Afrique (Roudier *et al.*, 2011). Cependant, l'équipe de GMW a su utiliser les données objectivées lorsque disponibles pour dresser un portrait des conséquences actuelles, pour calculer les GES émis, évités et compensés par les diverses activités du projet et pour éduquer la population aux facettes des CC.

Parmi les leviers environnementaux disponibles pour augmenter la résilience face aux CC, notons le PNKT, véritable stabilisateur climatique de la région, les bas-fonds qui peuvent retenir l'eau pour peu qu'on les aménage, les sols que l'on peut aménager de manière polyvalente et adaptée aux périodes de sécheresse prolongée et au cycle du carbone: "une grande partie du carbone dans les sols arides ne se trouve que dans les quelques centimètres supérieurs qui mettent l'accent au besoin de maintenir un couvert végétal permanent" (Commission de l'Union Africaine, 2014, p. 46). Le tiers des GES provient de la déforestation, de l'appauvrissement des sols et de l'érosion (Baiou, *s.d.*, p. 7). Ce sont les leviers sur lesquels le projet s'appuie pour non seulement s'adapter, mais tenter d'atténuer les CC.

La saison des pluies est désormais désorganisée: arrivée tardive ou période raccourcie, les températures ont augmenté entre juin et novembre et les précipitations ont diminué de 25% au cours des 30 dernières années dans la zone du Sahel (Baiou, *s.d.*, p. 29). La variabilité des conditions climatiques est désormais plus importante. Ainsi, on remarque à la fois une augmentation dans la fréquence et l'intensité des inondations majeures, une présence importante de périodes de sécheresse et une augmentation des tempêtes de sable et de poussière. (Baiou, *s.d.*, p. 33-35) Tous ces changements sont difficiles à modéliser faute de données scientifiques et sont attribuables en partie aux CC, mais également aux interventions anthropiques ayant conduit à la désertification des terres, à la dégradation des sols et au surpâturage notamment. (Baiou, *s.d.*, p. 35) Les défis sont donc de taille et font partie des motivations et des cibles du projet: agir sur les liens entre le couvert végétal forestier, agricole et les sols à nu a notamment été au coeur des activités menées. Pour pallier le manque de données objectivées, dans certains cas et avec réserve sur le plan méthodologique, GMW s'appuie sur les perceptions mesurées de la population sur les CC. Ce portrait dressé sur les perceptions a offert l'occasion de faire des retours sur des phénomènes, de bien cibler les besoins en éducation et en formation face aux CC et d'adapter les méthodes de sensibilisation en regard du contexte culturel.

2.5 Sécurité

Le contexte de sécurité a posé problème pour le déroulement du projet tel que prévu initialement. Lors de la 1^{re} mission de terrain de la chargée de projet et de la scientifique associée, la cote de sécurité du BF est passée au rouge et y est demeurée depuis. Les attaques terroristes se sont multipliées aux frontières nord, nord-est et nord-ouest du pays et se sont rapprochées de la capitale. Bien que située plus au sud du pays, la région de Pô ne se trouve qu'à moins de 200 km de Ouagadougou. Lors de la mission, les déplacements ont été pensés et assurés par l'équipe de GMW qui a placé la sécurité au coeur de ses préoccupations. Toutefois, le CS3R voyant la situation se dégrader par la suite a souhaité éviter de transformer le partenaire en cible par la présence de ses effectifs. Il a donc fallu repenser la dynamique des échanges.

Tout d'abord, l'envoi de stagiaires a été reporté à maintes reprises et annulé. Cependant, GMW faisant preuve de proactivité et de prévention a mené une partie des activités qui devaient être assumées par les stagiaires par la mobilisation de la population. Aussi, le CS3R a accueilli des stagiaires de GMW dans ses bureaux pour transférer de l'expertise (comptabilité, rédaction de plan d'adaptation aux changements climatiques (PACC)).

Finalement, pour éviter de faire la 2^e mission de terrain alors que les déplacements à destination du BF étaient interdits, le CS3R accueillera le coordonnateur de GMW en janvier 2020 pour faire le bilan du projet, rencontrer les partenaires québécois et bailleur de fonds et pour réfléchir à un 2^e projet PCCI. En effet, bien que des difficultés se soient dressées durant le projet, GMW est un partenaire de choix pour le CS3R, a su démontrer une fiabilité et une efficacité sans pareil. Le CS3R et GMW souhaitant poursuivre leur partenariat prendront du temps pour renforcer leurs liens et leurs connaissances mutuelles sur les structures qui les encadrent et soutiennent et sur les potentiels d'action conjointe.

3. Activités réalisées et résultats

La contribution de la Fondation Louise Grenier a permis de soutenir les activités dans trois secteurs : reboisement, jardins communautaires polyvalents et formation des femmes aux activités génératrices de revenus à faible impact.

3.1. Reboisement

Environ le quart des fonds octroyés par la Fondation Louise Grenier (5 100\$) sont attribués au soutien des travaux de reboisement. Avec cette somme, il est possible de financer la mise en place d'une pépinière. Cette initiative permet de produire des essences locales et de fournir en arbres l'Association et les populations pour les travaux de reboisement. Les sommes permettent également de soutenir les coûts associés au matériel de reboisement et de rémunérer les travailleurs. On estime que 90 ha ont été reboisés en date du 15 novembre 2019 et qu'il sera possible de financer quelque 35 ha supplémentaires. **La Fondation Louise Grenier aura donc contribué à la réalisation de 85% de la cible du projet, laquelle était de "reboiser 150 ha de zones dégradées identifiées par les parties prenantes comme étant prioritaires, avec des essences locales pouvant fournir des produits forestiers non-ligneux commercialisables."** Cela correspond à plus de 8 350 plants qui auront été cultivés pour permettre la régénération du couvert forestier des zones prioritaires en produits forestiers non-ligneux commercialisables : moringa, jatropha, acacia nilotica, néré, baobab.



Suivi de la production des plants forestiers en pépinière



Suivi de la production des plants forestiers en pépinière



Suivi de la production des plants forestiers en pépinière



Suivi de la production des plants forestiers en pépinière

3.2. Jardins communautaires polyvalents

Près du tiers des fonds octroyés par la Fondation Louise Grenier (6 500\$) sont attribués à l'équipement et aux matériaux pour soutenir **“la mise en place de 15 jardins communautaires polyvalents gérés par des comités paritaires hommes-femmes, dans une approche d'agriculture résiliente face au climat.”** Des jardins maraîchers existants ont été renforcés en clôture et matériels pour sécuriser les cultures et diminuer les épisodes d'herbivorie. Ils ont été soutenus dans leur gestion parasitaire et dans les essais d'augmentation de productivité. En 2019, on aura ainsi amélioré trois jardins communautaires polyvalents et transformé ces lieux en véritables projets pilotes d'apprentissage pour les maraîchers.

Grâce à la contribution de la Fondation Louise Grenier, ces jardins renforcés bénéficient à 59 producteurs, lesquels se sont ajoutés au projet et ont permis de relancer la production, de renforcer le rôle et l'exploitation des jardins polyvalents communautaires. Parmi les retombées invisibles, notons :

- Le renforcement peut assurer un investissement plus sérieux des maraîchers dans les efforts liés à l'exploitation agricole puisqu'on a remarqué qu'un des problèmes majeurs à la productivité était associé à la constance et à l'implication.
- Les difficultés associées aux aléas climatiques étant nombreuses, elles tendent à amener les producteurs à se diriger vers d'autres activités.
- L'accent mis sur la polyvalence et l'adaptation des méthodes agricoles pour atténuer les CC permet de renforcer le sentiment de compétence et d'entrevoir des possibilités de production.

L'aide financière accordée par la Fondation Louise Grenier aura ainsi participé à 15% de la réalisation de cet objectif.



Retournement du compost en andain pour le soutien des jardins communautaires polyvalents à Boli



Retournement du compost en andain pour le soutien des jardins communautaires polyvalents à Boli



Livraison de matériel pour les jardins dans 5 villages de la commune de Guiaro



Livraison de matériel pour les jardins dans 5 villages de la commune de Guiaro



Suivi des jardins de Lô-sinon; Pounkouyan; Ghô



Suivi des jardins de Lô-sinon; Pounkouyan; Ghô

3.3. Formation de groupes de femmes en entrepreneuriat vert

La Fondation Louise Grenier a également contribué à la réalisation de 25% de l'objectif "Dispenser un programme de 4 formations à 15 groupements de femmes en transformation des produits locaux sur l'entrepreneuriat, le marketing et la gestion de coopératives." Les 8 400\$ provenant de la Fondation ont permis de rejoindre 7 groupements de 21 femmes de la commune de Pô et de les outiller pour mener au quotidien les activités de 5 activités génératrices de revenus à faible impact identifiées par les groupes de participantes. Parmi ces activités, on note la production de soubala, de produits transformés à partir de karité, de savon et la commercialisation et l'utilisation de foyers roudés. Ces femmes ont bénéficié d'une session de formation à la gestion coopérative, à l'entrepreneuriat féminin et au marketing.



Formation foyers améliorés avec les bénéficiaires



Formation soja avec les bénéficiaires



Formation foyers améliorés avec les bénéficiaires



Formation soja avec les bénéficiaires



Le Directeur provincial de l'environnement remet les foyers roudés, accompagnés des animateurs et du Président de l'Association Ga Mo Wigna



Le Directeur provincial de l'environnement remet les foyers roudés, accompagnés des animateurs et du Président de l'Association Ga Mo Wigna

3.4. Témoignages

Les champs de la région centre-sud du Nahouri subissent une transformation négative depuis plusieurs années : la diminution du couvert forestier, les changements climatiques et l'occupation du territoire participent notamment à l'appauvrissement des sols par le lessivage des nutriments, l'érosion, l'assèchement. Les champs deviennent infertiles et l'utilisation non contrôlée de pesticides et d'engrais chimiques non homologués amplifient les problèmes environnementaux et sanitaires. Pour améliorer les rendements agricoles en déclin et participer à la valorisation des matières organiques rejetées, Ga Mo Wigna a mené des projets pilotes en collaboration avec des agriculteurs sur l'emploi du compost en andains.

Les projets pilotes ont été menés dans tous les villages : Ga Mo Wigna a accompagné un ou des producteurs maraîchers dans la réalisation d'andains de compost pour éduquer au cycle de production et aux indicateurs de qualité du compost. Une fois prêt, le compost était épandu sur une parcelle expérimentale (0,5 ha) située à côté d'une parcelle témoin de la même superficie. Les deux étaient emblavées et faisaient ensuite l'objet des mêmes soins durant le cycle de production.

Monsieur Abouaga, cultivateur dans le village de Bourou a mené un de ces projets pilotes avec Ga Mo Wigan. Dans une courte vidéo d'une minute, il témoigne des meilleurs rendements obtenus à la suite de l'utilisation du compost naturel qu'il a produit et utilisé dans son champ de maïs de 0,5 ha. En effet, ceci lui a permis de récolter environ 1 tonne sur la parcelle expérimentale comparativement à 0,5 t sur sa parcelle témoin de même superficie. "Ce compost m'a sauvé et je n'ai plus besoin d'engrais chimique pour mon champ." Son expérience

lui a permis d'apprendre à produire un compost de qualité et de mesurer l'impact d'un tel amendement. Il a également participé indirectement à éduquer les maraîchers en proximité qui ont pu suivre l'évolution du projet et faire les constats de réussite comme lui.

L'aspect expérimental objectif du projet pilote auquel monsieur Agouaga a participé a posé les jalons d'une petite transformation dans les méthodes culturales. Il se dit lui-même désormais convaincu et souhaite être un vulgarisateur endogène de ce compost auprès des autres producteurs qui ne l'ont pas essayé dans le village et les alentours. L'adoption de nouvelles pratiques culturales durables et adaptées aux changements climatiques fait partie d'un des axes primordiaux de la résilience et de l'adaptation.

4. Conclusion

La contribution de la Fondation Louise Grenier a été très importante pour l'atteinte des objectifs du projet. L'Association Ga Mo Wigna a maintes fois souligné la portée structurante des projets auxquels l'aide financière a été attribuée. Les populations rencontrées et soutenues ont également témoigné de l'importance que les projets de reboisement, de production maraîchère et de formation des femmes à l'entrepreneuriat vert a dans l'augmentation de la résilience des communautés face aux changements climatiques.

Un séjour prévu en janvier 2020 du coordonnateur de Ga Mo Wigna, Issouf Ouandjababou, permettra à l'Association de témoigner directement des réalisations qui auront été possibles grâce aux donateurs directement à ces derniers et dans les médias avec lesquels des entrevues ou échanges sont prévus. Le projet et ses activités ont tellement de retombées positives multifactorielles et multidimensionnelles qu'un second projet sera discuté et élaboré avec certains des collaborateurs habituels et de nouveaux, pour pérenniser les acquis et bonifier la démarche entamée depuis plus de 20 ans par Ga Mo Wigna auprès des communautés de leur région.